



# le pouvoir aux travailleurs

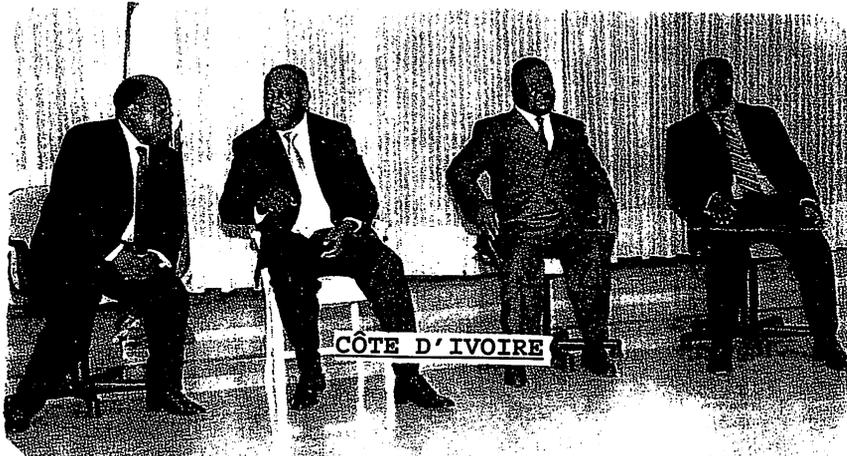
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 28 MARS 2006

N° 325 PRIX 0,60 Euros



## KONAN BANNY CELEBRE SES 100 JOURS

### MAIS IL N'Y A PAS DE QUOI

### SE REJOUR

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4  
Côte d'Ivoire: contre  
l'obscurantisme et  
ceux qui propagent  
des histoires à  
dormir debout

**CÔTE D'IVOIRE****KONAN BANNY CÉLÈBRE SES 100 JOURS  
MAIS IL N'Y A PAS DE QUOI SE RÉJOUIR**

Page 5  
Les conséquences  
meurtrières du  
conflit casamançais  
en Guinée-Bissau

Durant trois heures de show à la télévision consacré à ses 100 jours de gouvernement, le Premier ministre Konan Banny s'est voulu rassurant. Il a présenté son bilan uniquement sous un angle favorable. Il veut nous présenter comme un exploit, le fait d'avoir réussi à faire asseoir autour d'une même table les principaux leaders politiques; à faire revenir Soro Guillaume au conseil des ministres; d'avoir enfin réussi à faire démarrer le CEI (Comité Electoral Indépendant).

Page 8  
Tchad: attentat  
contre Déby: c'est la  
population qui en  
fait les frais

Il n'a pas dit un mot sur la situation catastrophique dans laquelle vivent les travailleurs et leurs familles. Les bas salaires des ouvriers, la hausse des prix des denrées alimentaires, l'insalubrité, les rackets et l'insécurité totale dans laquelle nous vivons dans nos quartiers ne l'intéressent pas. Que nous n'arrivons pas à manger, à nous soigner ou à scolariser correctement nos enfants, ça ne l'intéresse pas. Les enseignants, en se mettant en grève, ont eu l'occasion de lui rappeler les revendications des employés de l'éducation nationale. Nous avons constaté avec quel mépris son gouvernement les a traités. Il a été en revanche plus compréhensif lorsqu'il s'est agi d'une grogne dans l'armée.

Page 9  
Des milliers de gens  
fuiant la misère au  
péril de leur vie

Page 10  
Retour en force de la  
tuberculose en  
Afrique

**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en espèces  
ou en timbres-poste  
courants.

autres pays :

Nous consulter

**ADRESSE :**

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

Sa "mission", ce n'est un mystère pour personne, c'est d'assurer l'intérim jusqu'aux élections prévues en principe pour fin octobre 2006. Pour cela il ne doit fâcher personne. Mais jusqu'ici rien de concret n'a encore été fait: ni sur le processus d'identification; ni sur le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration); ni sur le redéploiement de l'administration. Sans même parler de "l'Etat major intégré" des deux forces armées. Bref les conditions minimales pour que les élections puissent avoir lieu sont loin d'être sur la bonne voie.

Si les choses piétinent, ce n'est évidemment pas la faute de ce Premier ministre, pas plus que

ça n'était celle de son prédécesseur Seydou Diara.

Le pays est déchiré. Il est en crise depuis plusieurs années. Plusieurs clans luttent pour avoir le contrôle du pouvoir et accéder à la mangeoire. Et ceux qui y sont veulent surtout s'y maintenir.

Gbagbo dit dans la presse: "Je suis optimiste. Je serais même d'accord qu'on aille aux élections avant cette date. Je ferais tout ce que je peux pour que les élections aient lieu". Ces paroles sont pour la galerie. En réalité il n'a aucune raison d'être pressé d'aller aux élections. Le pouvoir, il l'a déjà. Sachant, de plus, que ses chances de l'emporter devant la coalition PDCI-RDR (si coalition il y a) ne sont pas évidentes, il n'a aucun intérêt à faciliter les choses à son Premier ministre. Plus les choses traîneront en longueur, plus son mandat durera et mieux ce sera pour lui et les sangsues de son clan qui parasitent les caisses de l'Etat. Après tout, ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir. Si c'est pour le quitter il nous l'aurait montré depuis longtemps.

A l'opposé, il en va de même pour Soro Guillaume et son clan. Celui-ci n'a pas l'estampille officielle de Président de la République de Côte d'Ivoire. Mais comme Gbagbo, il contrôle de fait l'autre moitié du pays et les ressources qui vont avec. Quel intérêt lui et son clan trouveraient-ils à aller dans le sens d'une fin de crise, sachant qu'ils ont eux aussi tout à perdre? A un journaliste qui lui posait la question de savoir s'il va désarmer avant les élections, il a répondu: "...L'absence d'administration au Nord ne peut pas empêcher le scrutin d'avoir lieu. Tout comme le désarmement total ou partiel ne peut non plus l'empêcher (...) Dire qu'on ne fera pas d'élection avant le désarmement total ne rime à rien". C'est dire que le statut-quo actuel ne le dérange pas, bien au contraire.

Quant à la bourgeoisie, locale comme internationale, globalement elle n'a pas trop à s'en plaindre. Les affaires se portent à peu près correctement. D'autant mieux que, sous prétexte de «crise», elle a aggravé l'exploitation subie par la classe ouvrière. Les salaires comme les conditions de travail se sont largement dégradés. Pendant ce temps les prix des denrées de première nécessité ont progressé.

Bien sûr, les banquiers, les financiers, les propriétaires de la grande industrie, qui ont besoin d'une stabilité politique et sociale, d'une administration qui fonctionne à peu près normalement, des routes, du rail et des ports qui soient sûrs etc. ne souhaitent pas que cette crise s'éternise. C'est essentiellement pour eux que les forces onusiennes et Licorne agissent en Côte d'Ivoire mais pas pour venir en aide aux populations pauvres.

Les grands perdants dans toute cette crise, c'est la classe ouvrière; ce sont les populations pauvres des villes et des campagnes; ce sont eux que les politiciens de tous bords ont divisé jusqu'à les pousser à s'entretuer entre pauvres; ce sont eux qui se sont appauvris et qui sont les laissés-pour-compte dans ce pays. Les travailleurs doivent avoir à l'esprit que les différents protagonistes en concurrence pour le contrôle du pouvoir dans ce pays luttent pour eux-mêmes et leur clan respectif.

Alors, la paix viendra ou ne viendra pas? Ce qui est sûr, c'est que la classe ouvrière et les populations pauvres ne peuvent compter sur aucun de ces gens-là, pour changer leur sort. Ils doivent uniquement compter sur leurs capacités collectives pour défendre leurs intérêts. Voilà pourquoi, la classe ouvrière a besoin de s'organiser sur son lieu de travail comme dans ses quartiers et combattre en son sein toutes formes de divisions corporatistes et ethnistes

qui l'affaiblit. C'est seulement de cette façon qu'elle sera apte à défendre ses intérêts face aux ex-

ploiteurs, aux oppresseurs et aux démagogues.

### CÔTE D'IVOIRE

## **CONTRE L'OBSCURANTISME ET CEUX QUI PROPAGENT DES HISTOIRES A DORMIR DEBOUT**

Les journaux ont trouvé une nouvelle recette pour vendre leur papier. Ça ne leur suffit plus de répandre la haine, la xénophobie et l'ethnisme, de leurs mentors. Ils se lancent de plus en plus dans des histoires de sorcellerie, non pas pour les dénoncer, mais plutôt de façon complaisante à l'égard des soi-disant faiseurs de miracle qui profitent de la détresse des gens pour s'enrichir. Voici un exemple parmi d'autres.

Le journal "Fraternité Matin" du 10 mars raconte cette histoire d'un homme qui décède des suites d'une opération d'appendicite. Au lieu de chercher à comprendre dans quelles conditions cette opération s'est faite, les proches du défunt ont fait venir comme c'est souvent le cas un escroc qui vit justement de ce genre de drame. Ici il s'agit d'une dame dénommée Massandjé qui n'est pas à son premier coup et dont la place serait normalement en prison. Au lieu de combattre les pratiques obscurantistes, de mettre en garde les lecteurs, le journaliste qualifie cette ordure de «*prêtresse*» ou encore de «*célèbre voyante*».

Le cérémonial pratiqué par cette dame et par ses semblables est bien rôdé. On fait «*tourner*» le

cercueil; on arrête un pauvre vieillard; on le torture; celui-ci "avoue" et dénonce un complice. Le journaliste visiblement approbateur ajoute: "il refuse de citer les autres complices, malgré les sévices endurés". Cet article est paru sous le titre: «*des mangeurs d'âmes démasqués passent aux aveux après un interrogatoire serré*». Voilà à quoi servent les «*intellectuels*» dans ce pays: à faire la propagande de pratiques rétrogrades qui tirent la société en arrière; à répandre des histoires de sorcellerie, même lorsque des personnes innocentes ont la vie détruite par ce genre de verdict.

Et pourtant, il y a de quoi dénoncer le fait que dans ce pays, on peut mourir d'une simple opération d'appendicite. L'état de délabrement des hôpitaux publics dans ce pays y est pour beaucoup. Les hôpitaux où on soigne les pauvres gens sont de véritables mouiroirs. Et si par malheur, le malade ne dispose pas de la somme d'argent nécessaire pour être soigné dans des conditions minimales, eh bien, il meurt comme un animal sur le bord de la route. La voilà la réalité. Au lieu de dénoncer cette réalité, ce journaliste et bien d'autres trouvent mieux leur compte à répandre des âneries.

CÔTE D'IVOIRE**CE GOUVERNEMENT N'EST FORT  
QUE DEVANT LES FAIBLES**

Lorsque les soldats ont manifesté il y a quelques jours, bloquant même le Plateau pour revendiquer ce qu'ils estiment être leur dû, leur ministre n'a pas osé qualifier cela d'illégal

Par contre, face aux enseignants qui ont mille raisons d'être en colère, le ministre de la fonction publique, Hubert Oualye, a menacé de les radier et de les poursuivre en justice s'ils n'arrêtent pas leur grève.

Ce genre de menace est révoltant. Mais ce n'est pas la pire des réactions venant des gens qui nous gouvernent. Combien de fois n'a-t-on pas vu des ouvriers réprimés par l'armée et la police, alors qu'ils ne font que défendre

leurs intérêts face à l'exploitation qu'ils subissent ? Eh bien, oui, le gouvernement et le patronat se sentent forts et se permettent toutes sortes de menaces verbales et de répressions brutales sur les salariés lorsque ceux-ci ne se mobilisent pas de façon unitaire mais morcelée ou corporatiste.

Ministres et chef d'Etat craignent les militaires et autres forces de l'ordre car c'est sur eux qu'ils comptent pour réprimer les salariés de la fonction publique ou du secteur privé lorsque ceux-ci entrent en lutte. La dernière fois que les soldats se sont mobilisés, on a vu que c'est le Président en personne qui a étalé le tapis rouge pour les recevoir. Il n'a pas oublié ce qui était arrivé à Bédié en 1999.

**LES CONSÉQUENCES MEURTRIÈRES  
DU CONFLIT CASAMANÇAIS EN GUINÉE-BISSAU**

Depuis la nuit du 14 au 15 mars dernier l'armée bissau-guinéenne a lancé une offensive militaire contre l'aile dite "radicale" du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (le MFDC) dirigé par Salif Sadio. Des combats violents ont eu lieu durant plusieurs jours dans et autour de la localité de Sao Domingo. En l'espace de quatre jours il y aurait eu plusieurs dizaines de morts et des milliers de réfugiés. Selon un journal qui relate ces événements: "l'armée de Guinée-Bissau a mis le feu aux villages frontaliers de Barraca, Mandioca, Bamcer et Bujin, qui étaient soupçonnés de servir de refuge aux rebelles du MFDC. Les rebelles ont à leur tour, détruit le village de Djegue, kidnappé des villageois

locaux pour les utiliser comme boucliers humains, et chassé les habitants de Sunkuto, à 10 km de Sao Domingo pour occuper leur maison". Certains habitants ont dû aller se réfugier à Ziguinchor, en Casamance lorsqu'ils y ont de la famille pour les accueillir. D'autres sont contraints de trouver un abri dans des camps de fortune mal équipés, installés près des frontières. Même lorsque les villageois ne se trouvent pas directement sous les feux des armes là où les combats ont lieu, ils meurent quand même à cause des mines anti-personnel enfouies un peu partout sur les lieux de passage.

Les habitants de cette région frontalière entre le Sénégal et la

Guinée-Bissau souffrent de cette guerre entre l'armée sénégalaise et le MFDC depuis qu'elle a éclaté au grand jour en 1982. Cette guerre ne



concerne pas, en principe, le pouvoir bissau-Guinéen. Mais de fait tous les pays frontaliers, y compris la Gambie, sont touchés. Pourchassés par l'armée sénégalaise, les partisans armés du MFDC se replient en Gambie et surtout en Guinée-Bissau pour se réorganiser et lancer des offensives en Casamance. Ils sont parfois aidés par les dirigeants Bissau-guinéens lorsque ceux-ci y trouvent un avantage, notamment en matière de soutien à leur dictature. Parfois ils sont pourchassés lorsqu'ils sont soupçonnés de soutenir des galonnés ayant l'ambition de renverser le régime en place. Rappelons qu'en 1999 par exemple, Salif Sadio avait soutenu la rébellion qui renversa le président bissau-guinéen Joao Bernardo Vieira. Or ce dernier est revenu au pouvoir après les élections de juin-

juillet 2005.

Cette fois-ci l'armée de Guinée-Bissau a poursuivi les partisans de cette fraction de la branche armée du MFDC jusqu'à l'intérieur du territoire sénégalais avec l'accord tacite des autorités sénégalaises. Celles-ci sont plutôt contentes que le régime voisin leur vienne en aide contre ce mouvement indépendantiste qu'elles n'arrivent pas à vaincre militairement.

Un accord de paix a été signé le 30 décembre 2004 entre le gouvernement sénégalais et les dirigeants du MFDC, principalement avec l'abbé Diamacoune Senghor. Mais certains dirigeants de branches militaires dont Salif Sadio n'y ont pas trouvé leur compte et ont poursuivi la lutte armée.

Depuis que ce conflit a éclaté en 1982 combien de morts, combien d'orphelins, combien de mutilés, de réfugiés a-t-il fait? Certains villages casamançais ont été complètement rayés de la carte. Les maisons ont été brûlées, les champs minés et les habitants réduits à la mendicité dans les camps ou à la misère dans les villes parce qu'ils ne peuvent plus revenir dans leurs champs. Les dirigeants du MFDC comme ceux de l'Etat sénégalais se moquent de leurs conditions d'existence. Les populations ne peuvent compter ni sur les premiers ni sur les seconds pour trouver ne serait-ce qu'un début de solution à leur misère et à leur aspiration à une vie meilleure.

### SÉNÉGAL

## **AIDÉES PAR DES ONG, DE PLUS EN PLUS DE FEMMES S'ENGAGENT DANS LA LUTTE CONTRE L'EXCISION**

Le 12 mars dernier a eu lieu dans la localité de Kidira, située

au sud-est du Sénégal, une cérémonie dite de "déclaration d'abandon de la

pratique de l'excision", la 20<sup>ème</sup> du genre selon le journal gouvernemental "Le Soleil". En présence du gouverneur de la région de Tambacounda, de quelques autres notables locaux, ainsi qu'une délégation djiboutienne et malienne, des exciseuses s'engagent solennellement à ne plus pratiquer l'excision. En échange de leur engagement une ONG les aide à se reconverter à d'autres métiers. Les chefs de village et les dignitaires religieux locaux sont également encouragés dans ce sens. Et en échange de leur implication, les ONG promettent des aides en matière d'hygiène, de santé et d'éducation.

"Le Soleil" décrit cette cérémonie avec beaucoup d'exagération quant à sa portée réelle. Voici ce qu'il écrit: "Avec la 20<sup>ème</sup> déclaration d'abandon de la pratique de l'excision effectuée dimanche dernier par 59 communautés des localités polarisées par Sinthiou Fissa et Bélé de l'arrondissement de Kidira (département de Bakel) et sept villages de la commune de la Falémé (Mali), un important pas vient d'être fait dans la lutte contre l'excision et les mariages précoces et forcés. Un acte qui porte le taux d'abandon de l'excision à 33%, soit 1679 communautés sur les 5000 recensées au Sénégal".

Il faut rappeler qu'une loi a été votée au Sénégal et ce depuis plusieurs années pour interdire la pratique de l'excision. Mais les associations de femmes luttant contre ces pratiques rétrogrades n'ont pas attendu le soutien des autorités publiques sénégalaises pour agir. Dès 1997 elles avaient réussi à convaincre les exciseuses du village de Maliconda Bambara d'abandonner leur pratique. C'est alors que publiquement les exciseuses de cette localité s'étaient engagées à ne plus accepter les demandes des familles voulant exciser leurs filles. Depuis cette

date les organisations féministes ont essaimé un peu partout au Sénégal et tant mieux si les autorités ne leur mettent pas les bâtons dans les roues. C'est aussi une bonne chose que dans les villages du Mali d'autres femmes se saisissent de l'opportunité pour propager la lutte contre les vieilles pratiques mutilant les femmes. C'est une bonne chose également que des femmes venant des pays lointains comme Djibouti où ces pratiques ont cours viennent s'inspirer de l'exemple de la lutte des femmes sénégalaises. Au Burkina Faso des militantes féministes agissent dans le même sens et ont remporté quelques victoires.

Le gouvernement sénégalais ne soutient ces mouvements que du bout des lèvres, tant qu'ils ne sont pas dénoncés par les grands marabouts, notamment ceux de Touba qui ont une grande influence sur la population et sur les dirigeants du régime. Rappelons que Wade et de nombreux politiciens se définissent officiellement comme des "talibés" (c'est-à-dire des fidèles) du grand marabout de Touba, chef de la confrérie des mourides. Il se trouve que l'excision n'est pas une pratique approuvée par le courant mouridiste. C'est la raison pour laquelle le gouvernement sénégalais a osé faire voter une loi pour la condamner. Par contre d'autres pratiques comme la polygamie, le mariage forcé, notamment celui des filles mineures, sont des pratiques très courantes chez les mourides comme chez les tidjanés (autre confrérie religieuse importante au Sénégal). Là le gouvernement ferme complètement les yeux. Il se contente parfois de déclarations de bonnes intentions, histoire de faire croire à l'extérieur qu'il est pour le progrès. Voilà pourquoi celles et ceux qui veulent véritablement lutter contre les pratiques barbares qui oppriment les femmes ainsi que toutes les autres pratiques qui tirent la société en arrière, ne peuvent pas

compter sur les dirigeants car eux-mêmes les couvrent directement ou

indirectement.

## T C H A D

### **ATTENTAT CONTRE DEBY C'EST LA POPULATION QUI EN FAIT LES FRAIS**

Le dictateur Idriss Déby a pris l'habitude d'inventer des complots ourdis contre lui ou des tentatives de coup d'Etat pour éliminer ou arrêter des opposants politiques.



tuer Déby appartiennent à la même ethnie que lui, les Zaghawas;

Au moment où s'est déroulé cette tentative de coup d'Etat, un autre mouvement a éclaté, celui des soldats mécontents parce qu'ils n'avaient pas touché leur solde. En signe de mécontentement, ils ont tiré en l'air.

Comme en pareille circonstance, ce sont toujours les populations qui en font les frais. A Ndjaména, il y a eu la panique. Nombreux sont les travailleurs qui ont interrompu leur travail pour fuir vers la maison, à pied pour la plupart ou à vélo, la peur au ventre. Des familles se sont ruées vers les écoles ou maternités pour y retirer leurs enfants. La plupart des habitants se sont terrés chez eux car d'expérience, ils savent que les combattants vont profiter de la situation pour les dépouiller; que les combattants allaient faire du porte à porte pour s'emparer de leurs biens. En toute impunité.

Cette fois, il semble qu'il a bel et bien échappé à une tentative de coup d'Etat. L'avion présidentiel qui devait revenir le 14 mars dernier de Bata en Guinée Equatoriale devrait être détruit à l'aéroport. Des informateurs ont averti Déby de ce qui l'attendait. Aussi a-t-il quitté précipitamment la réunion au sommet de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale); il est rentré plus tôt que prévu, par un autre avion.

Pris de court, des rebelles, semble-t-il, membres du Scud (Socle pour le changement et l'unité nationale et la démocratie) qui voulaient éliminer Déby se sont retirés de Ndjaména avec armes et munitions pour regagner le Darfour, à l'Est du Tchad. Certains de ces rebelles se sont cachés dans la ville même. Seuls deux responsables ont été arrêtés. Il n'y a pas eu de morts. Ceux-là mêmes qui voulaient

Ici dans l'immigration, c'est plutôt le sentiment d'indignation du genre: "C'est des illettrés qui nous gouvernent. Regarde! Un des chefs des combattants était notre gardien, il surveillait notre concession. Il ne savait pas lire ni écrire. Maintenant c'est lui qui nous commande; arrêtons de boire et réagissons!"

Cette réaction ne reflète pas évidemment les préoccupations de petites gens. C'est celle de certains intellectuels écartés pour le moment de la mangeoire gouvernementale. Pour les travailleurs et

les paysans pauvres, il n'existe malheureusement pas encore une organisation révolutionnaire qui représente leurs intérêts. Les organisations politiques existan-

tes, dites de l'opposition, ne pratiquent que la politique du ventre. Les dirigeants sont prêts à offrir leurs services si le pouvoir en place le leur demandait.

## **DES MILLIERS DE GENS FUIENT LA MISÈRE AU PÉRIL DE LEUR VIE**

Le 23 mars dernier, selon les chiffres officiellement annoncés, près de 130 candidats malheureux à l'immigration étaient portés disparus après le naufrage au large



**12 mars 2006: interception par des garde-côtes espagnols d'un bateau transportant 34 immigrés**

de Kribi, sud-ouest du Cameroun, d'une embarcation de fortune, en l'occurrence une sorte de grande pirogue, qui transportait 150 passagers. L'embarcation qui se dirigeait vers Port-Gentil au Gabon, s'est retournée, précipitant les occupants à la mer. Les 23 rescapés, originaires du Niger, Mali, Benin et Burkina Faso ont été soignés dans un hôpital. Selon les témoignages recueillis auprès de l'un d'entre eux, l'embarcation était surchargée; il y aurait plus du double du chiffre de 130 disparus annoncés. L'eau était entrée dans la pirogue; il était impossible de la vider, ce qui a fait chavirer l'embarcation.

Quelques jours auparavant, le 15 mars, quarante-cinq ressortissants africains qui tentaient de gagner l'Espagne, par mer, dans des embarcations de fortune, étaient morts noyés ou portés disparus. Pour l'une des embarcations, le moteur était tombé en panne en pleine mer.

Selon des membres du Croissant rouge mauritanien, en cinq mois, 1200 à 1300 personnes avaient perdu la vie en essayant d'atteindre les côtes espagnoles. Les mêmes sources estiment entre 700 à 800 personnes qui tentent chaque jour la traversée pour gagner l'Espagne.

Traumatisés par les tragiques événements de Ceuta et Mellila, en septembre dernier, découragés par les comportements indignes des autorités marocaines (les garde-côtes les traitaient comme du bétail), certains voyageurs renoncent à entrer en Europe pour tenter leur chance; ils choisissent l'Afrique. Avant, les immigrés africains allaient, en général, vers le Nigéria, la Côte d'Ivoire ou le Gabon. Avec le vent de xénophobie qui a soufflé au Nigéria puis en Côte d'Ivoire, il ne reste plus que le Gabon, même si là également, subsiste une certaine xénophobie à l'égard des immigrés, propagée d'en haut. C'est cette destination qu'avaient choisie, le 24 mars, ceux qui ont péri en mer.

Ce sont les conditions de vie difficiles dans le continent africain ravagé par de décennies de

pillage capitaliste qui poussent les gens, en particulier les jeunes, à risquer leur vie pour aller tenter leur chance en Europe où des richesses pillées sont accumulées.

Tant que dure ce système, tant

que nos dirigeants demeurent les fidèles gardiens des intérêts des capitalistes, la situation des petites gens en Afrique ne fera qu'empirer.

### IMMIGRATION

## **EUNICE BARBER ROUÉE DE COUPS PAR DES POLICIERS RACISTES**

Eunice Barber, championne du monde d'athlétisme, interpellée en mars dernier par des policiers près du stade de France pour une banale histoire d'infraction à la circulation, a été copieusement rouée de coups avant d'être jetée en prison où elle y a passé la nuit.

A sa sortie, elle a donné une conférence de presse au cours de laquelle elle a contesté la version policière : elle a été giflée, elle a reçu des coups de poings et des coups de pieds alors qu'elle était menottée. C'est pour se défendre qu'elle a mordu l'un des policiers

qui la frappait.

Eunice Barber a décidé de porter plainte, l'affaire est donc en cours. Comme elle est connue des médias, cela risque peut-être d'éclabousser quelques hauts gradés de la police. Mais dans la plupart des cas, les agissements de certains nervis de la police, qui sont encouragés par les propos racistes et xénophobes de leur patron Sarkozy tournent court. Les affaires sont bien vite classées quand il s'agit de simples travailleurs immigrés, en l'occurrence d'Afrique noire, qui n'ont pas les moyens de payer un avocat ayant pignon sur rue.

## **RETOUR EN FORCE DE LA TUBERCULOSE EN AFRIQUE**

Une journée mondiale consacrée à la tuberculose a été célébrée le 24 mars par l'ONU. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 5000 personnes dans le monde meurent chaque jour de cette maladie. La tuberculose est la première cause de mortalité chez les personnes atteintes de Sida et dont le système immunitaire est affaibli. Une très grande partie de ces décès où les victimes sont principalement des jeunes adultes (de 15 à 45 ans), ont lieu dans les pays pauvres. Le

continent africain est le plus touché. Le traitement de cette maladie est pourtant très bon marché: six mois d'antibiotiques reviennent environ à dix dollars selon l'OMS. Cela, c'est la théorie. Dans la pratique, en Afrique les hôpitaux et les laboratoires sont débordés par le grand nombre de patients. Lorsqu'on est malade, la plupart du temps ce sont des infirmiers qui sont sollicités pour délivrer des ordonnances moyennant une certaine somme. Ensuite il faut

pouvoir acheter les médicaments à la pharmacie. Il est vrai que les gouvernements manquent de moyens. Mais le peu de moyens dont ils disposent n'est pas investi dans la santé de la population. Les hôpitaux manquent de lits et les personnes malades sont souvent étalées sur une natte, à même le sol. Malgré le courage et la bonne volonté du personnel soignant, les conditions d'hygiène sont aléatoires. Il n'est pas rare que des personnes venues se soigner contractent des maladies à l'hôpital.

Tous les centres de santé ne sont pas logés à la même enseigne. Dans les capitales africaines et certaines grandes villes il existe quelques cliniques qui disposent de moyens matériels et humains satisfaisants. Mais pour y être admis il faut disposer d'une grosse somme d'argent que seuls les riches peuvent posséder. L'OMS annonce qu'un plan "Halte à la tuberculose" pourrait permettre d'ici 2015 de guérir 14 millions de malades dans le monde si elle réussit à rassembler 56 milliards de dollars. Pour cela elle fait appel aux donateurs privés et publics.

La majorité des gens sont réduits à la pharmacopée ou à ingurgiter des médicaments périmés ou inadaptés vendus sur les étals

des marchés ou dans la rue. Cela a pour conséquence lorsque les gens ne s'intoxiquent pas, de produire des souches microbiennes résistantes aux antibiotiques et donc difficiles à combattre.

La tuberculose est en train de proliférer pour une autre raison aussi: la dégradation des conditions de vie. Dans les quartiers pauvres les gens vivent les uns sur les autres dans des habitations précaires et humides où il n'y a pas l'eau courante pour se laver et où le tout à l'égout n'existe pas. Le bacille de Koch (c'est le nom du microbe de la tuberculose) et d'autres bactéries et virus n'ont pas de mal à proliférer dans de telles conditions. Il n'y a pas que l'habitation et l'environnement qui sont à incriminer. Beaucoup de gens qui étaient en bonne santé ont attrapé le mal du fait que leur organisme se défend moins bien parce qu'ils n'ont pas les moyens de manger à leur faim. Même lorsqu'ils ont un emploi, les travailleurs et leurs familles sont trop pauvres pour pouvoir se nourrir convenablement, se vêtir, se loger et se soigner. Il est vrai que dans les mêmes pays où la maladie fait rage elle ne frappe pas indistinctement toutes les couches de la société. Mais cette question-là ne relève pas de l'OMS.

-----

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.